FUSION SCAP/WAM

Les salariés de SCAP sans défense ?

Le **jeudi 4 octobre**, la direction invitait les représentants du personnel et salariés pour une information sur la fusion WAM/SCAP.

Quid des actions et des questions de nos élus sur la fusion ? Peut-être le serons-nous un jour...

Les élus de SCAP semblent, en ce moment, plus intéressés par l'éventualité de nouvelles élections que par le fait de nous tenir informer de l'avenir de nos emplois, nos conditions de travail. Le bonheur au bureau et la bonne ambiance (friandises, jeux de sociétés...) sont essentiels. Mais encore faut-il conserver son boulot pour y avoir droit !

Les activités sociales et culturelles font effectivement partie des prérogatives du Comité économique et social (CSE). Pour autant, ce ne sont pas les seules.

Le CSE doit travailler sur les sujets fondamentaux du travail : manque de reconnaissance, organisation de l'entreprise, conditions de travail, qualité du management, politique générale de l'entreprise, fusion et toutes ses conséquences en terme d'emplois notamment...

Pour **Info'Com-CGT**, chez **SCAP** comme chez **WAM**, l'avenir des salariés, des emplois et des conditions de travail sont plus importants que tout. Nous le prouvons par nos prises d'initiatives pour défendre les salariés au quotidien face à une direction méprisante.

Depuis 4 mois les élus de WAM ont :

- mis en place une pétition signé par une grande majorité des salariés ;
- demandé un accord sur la préservation de l'emploi ;
- demandé une expertise CHSCT ;
- demandé une reconnaissance d'une UES (union économique et sociale) ;
- posé de nombreuses questions sur la fusion dans toutes les réunions extraordinaires, CE et DP ;
- demandé une rencontre avec les élus SCAP ;
- posé 39 questions le 4 octobre à la direction, dont celle sur la mutuelle pour les salariés de SCAP ;
- demandé à la direction une synthèse des réponses de leurs questions ;
- organisé deux assemblées générales pour informer les salariés.

Info'Com-CGT, depuis l'annonce de la fusion des sociétés, demande des comptes à la direction sur la préservation des activités et des emplois. A la CGT, la solidarité est un principe fondamental. C'est pour cela que notre section syndicale sera toujours solidaire des élus et salariés de WAM.

**TOUS ENSEMBLE,
ON EST PLUS FORTS.
SYNDIQUEZ-VOUS !**

info'com-cgt
TOUS UNIS DANS UN MÊME SYNDICAT

RSS : Cécile GRÉA
 ☎ 06 17 36 69 00
 🌐 infocomcgt.fr
 ✉ news@infocomcgt.fr
 📱 [infocomcgt](#)

PETIT RAPPEL :

LES ATTRIBUTIONS DU CSE

L'organisation et la marche générale de l'entreprise, la politique sociale, les orientations stratégiques, les projets de réorganisation, etc...

- assurer une expression collective des salariés.
- prise en compte permanente de leurs intérêts dans les décisions relatives à la gestion et à l'évolution économique et financière de l'entreprise, à l'organisation du travail, à la formation professionnelle et aux techniques de production.
- Le CSE doit être informé et consulté sur les questions intéressant **l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise**. Cela vise notamment les mesures de nature à affecter le volume ou la structure des effectifs, la modification l'organisation économique ou juridique de l'entreprise, la durée du travail ou les conditions d'emploi et de travail et la formation professionnelle.
- On retrouve également les 3 grandes consultations récurrentes du comité d'entreprise. En effet, le CSE doit être consulté sur les orientations stratégiques de l'entreprise, sur sa situation économique et financière et, enfin, sur sa politique sociale, l'emploi et les conditions de travail.

La santé et la sécurité, l'analyse et la prévention des risques professionnels auxquels peuvent être exposés les salariés, etc...

- La mission légale est d'analyser les **risques professionnels**.
- **promouvoir** la santé, la sécurité et les conditions de travail dans l'entreprise.
- proposer des actions de prévention du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et des agissements sexistes.

La présentation à l'employeur des réclamations individuelles ou collectives des salariés relatives à l'application du droit du travail dans l'entreprise.

- La délégation du personnel au CSE a pour mission de présenter à l'employeur les **réclamations individuelles ou collectives** relatives aux salaires, à l'application du code du travail et des autres dispositions légales concernant notamment la protection sociale, ainsi que des conventions et accords applicables dans l'entreprise.